



CHILI, Vérité et Mémoire

Le site de l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens - France

Quatre disparus emblématiques dans un procès symbolique

Il a été dit à propos du jugement de la dictature chilienne qui aura lieu du 19 au 23 mai prochain à la Cour d'Assises de Paris, qu'il s'agissait d'un procès « emblématique ». Ce n'est pas tant le procès en lui-même qui est emblématique que les cas des quatre victimes de la dictature, qui, dans leur variété de circonstances ont obligé l'instruction à prendre en compte presque tous les faits majeurs ou les principales caractéristiques de la féroce répression exercée par la Dictature, principalement du fait des forces armées et d'organismes spécialisés, mais aussi de civils qui ont collaboré avec eux.

Certes le procès sera avant tout celui des bourreaux de quatre franco-chiliens arrêtés, torturés puis « disparus », mais dans l'esprit de leurs Familles comme dans l'ensemble des situations et faits qui seront évoqués concernant les victimes ou lors des témoignages des « grands témoins », ce sera l'ensemble des victimes de la dictature à qui l'on fera génériquement et symboliquement justice. Symboliquement, car les accusés ne reconnaissant pas la juridiction française, c'est bien pratique, et ne se présentant pas, ce serait dangereux, ne subiront comme seule peine ?en dehors de leur condamnation- que l'impossibilité de sortir du Chili sous peine d'être arrêtés par Interpol. Signalons que ces quatre « disparus » appartenaient pour deux d'entre eux au MIR et les autres au PS.

Indépendamment de toutes les informations collectées, il est important de savoir qu'il y a des documents officiels chiliens que plus personne ne conteste, les Rapports Rettig et Valech qui décrivent avec une trop cruelle précision, sur la base de milliers de témoignages concordants, le contexte et les méthodes de répression. On peut trouver ces 2 rapports en espagnol sur Internet (Pour [l'Informe Rettig](#) de février 1991, qui reconnaît 2296 morts ou disparus sous la dictature sur un total de 3550 plaintes, on peut télécharger les 3 volumes en .pdf ; pour [l'Informe Valech](#) de novembre 2004 qui reconnaît plus de 27000 personnes torturées, on obtient également les chapitres en .pdf).

Si l'on considère les faits ayant menés à la disparition de Georges Klein, arrêté à la Moneda le jour du Coup d'état, et à celle de Etienne Pesle, arrêté le 19 septembre à Temuco, on se trouve dans la situation des premières semaines de répression, très brutale, pas toujours faite avec discernement, et destinée à faire comprendre à tous que ce n'était pas une plaisanterie. L'opération « Caravane de la Mort » qui a exécuté 72 prisonniers dont certains avaient été condamnés à de simples peines de prison, sans autre critère que jeter l'épouvante, est significative des méthodes employées. Il se trouve aussi que ces deux cas se situent dans les deux endroits qui ont connu le plus d'emprisonnements au début de la junte : Santiago et Maquehue, base de l'armée de l'air à Temuco.

Si l'on s'attarde aux activités de Etienne Pesle qui a travaillé avec conviction à la réforme agraire et à la restitution des terres ancestrales aux Mapuches, on voit ensuite toute l'action menée à l'instigation des anciens latifundistes contre les fonctionnaires de cette Réforme Agraire et les mapuches. C'est d'ailleurs le riche propriétaire Miguel Manriquez qui commandait la patrouille qui

Il a arrêté et il était accompagné de Emilio Sandoval Poo, encore un des plus riches propriétaires de cette région. Les importantes opérations anti-mapuche du premier mois de la dictature et le nombre impressionnant de victimes est à mettre dans le même chapitre.

Pour les deux autres disparitions qui ont eu lieu plus tard, la junte avait mieux « organisé » la répression et créa des organismes spéciaux à cet effet (DINA, CNI, Condor). Les événements liés à la détention, aux tortures et à la disparition de Alphonse Chanfreau sont à lier à la recherche de destruction systématique de la force qui posait, au début, le plus de problèmes à la Junte, le MIR. Ce n'est qu'en juillet 74 qu'il est arrêté avec sa femme par la DINA à la recherche de « Emilio ». C'est sur son cas et les circonstances qui y sont liées qu'il y a le plus d'information. Il sera l'un des 119 disparus de l'« [opération Colombo](#) » par laquelle la dictature et ses laquais ont essayé de tromper le monde entier en montant une opération d'intelligence tendant à faire croire que les soi-disant disparus étaient sortis clandestinement du pays pour aller régler leurs comptes entre eux ensuite ! En outre, bien qu'aucune preuve formelle n'existe à ce sujet, des témoignages précisent qu'Alfonso aurait été transféré et torturé à la "Colonia DIGNIDAD".

Reste le cas de Jean-Yves Claudet, qui certes est également recherché dans le cadre de la chasse aux Miristes ; on l'arrêtera en croyant tomber sur « Sotomayor », puis en vérifiant qu'il s'agissait du courrier du MIR « Daniel ». Mais avec lui ressort toute l'organisation du « plan Condor », intégration et coordination des services d'intelligences militaires du cône sud pour la recherche et la répression des révolutionnaires à partir de fin 1975, dont il sera une des premières victimes.

URL : <http://www.chiliveriteetmemoire.org/spip.php?article33>